

ÉLECTIONS ALLEMANDES : DERNIER SCRUTIN POUR FAIRE L'EUROPE

Sébastien Maillard | directeur de l'Institut Jacques Delors



A près les législatives du 24 septembre outre-Rhin, l'horizon politique européen sera entièrement dégagé pour entreprendre des initiatives d'envergure, si la future coalition le permet.

Les élections législatives allemandes approchent, sans faire grand bruit. Contrairement à la présidentielle française, qui fut pour les électeurs un choix de destin, le scrutin outre-Rhin paraît, sauf énorme surprise de dernière minute, gagné d'avance pour Angela Merkel, qui a mené une campagne sobre et brève. L'unique débat télévisé entre elle et son rival social-démocrate, Martin Schulz, n'a fait que conforter son avance. Quand bien même la chancelière chrétienne-démocrate perdrait ces élections fédérales au profit de Martin Schulz, selon le plus improbable scénario, le cours européen de l'Allemagne ne s'en trouverait pas dévié, au contraire. À en croire le dernier Eurobaromètre, ce scrutin survient à un moment où l'opinion publique allemande en faveur de l'Europe est des plus favorables. Mais l'Europe a été un non-sujet de campagne.

Comment alors permettre une relance franco-allemande de l'Europe au lendemain de ces élections ? Leur issue est très attendue en France, par l'Élysée, car la possibilité pour Emmanuel Macron d'avoir les moyens de ses ambitions pour l'Europe en dépendent en large partie. Concrètement, la majorité qui sortira des urnes dans la soirée du 24 septembre conditionne la faisabilité des projets français pour la zone euro. La reconduction d'une grande coalition (« GroKo ») droite-gauche, CDU-SPD, a les faveurs de Paris car une telle configuration serait a priori plus ouverte aux idées d'intégration pour l'union économique et monétaire. En revanche, si Angela Merkel gouverne avec les libéraux (FDP), la France peut remettre au fond des tiroirs ses projets de ministre des finances, de budget et de parlement de la zone euro. Il lui sera plus dur aussi

de faire passer l'idée de protéger, au niveau européen, les actifs considérés comme stratégiques des convoitises étrangères. Une coalition CDU-FPD élargie aux Verts (« Jamaïque ») pourrait offrir plus de latitudes. La chancelière se verrait bien travailler avec les Verts. Des différentes combinaisons possibles de coalitions dépend la puissance ou non du moteur franco-allemand - enjeu immédiat de ces élections, vu de Paris.

Mais même en cas de nouvelle coalition CDU-SPD, ce moteur sera toujours à méticuleusement huiler. Un accord pour créer un ministre européen de l'économie et des finances ne signifierait pas qu'un consensus, de part et d'autre du Rhin, existe sur la fiche de poste à rédiger. Plus largement, le débat prévalant depuis la création de la monnaie unique entre, d'un côté, une Allemagne soucieuse que chaque État assume ses risques économiques et financiers, de l'autre, une France défendant le partage des risques, ce vieux débat demeure. Il ne faut pas oublier la Une de l'influent hebdomadaire *Spiegel* en mai dernier après l'élection d'Emmanuel Macron, jugé un cher ami — « Teurer Freund » —, cher donc au sens financier.

Au-delà de la composition de la future coalition, ce débat évoluera d'abord selon la personnalité politique qui détiendra le portefeuille des finances. Un départ éventuel de l'actuel ministre Wolfgang Schäuble, 75 ans, pourrait donner le signal d'une inflexion. Son maintien, à l'inverse, rassurerait une partie de l'électorat conservateur allemand mais donnerait plus de fil à retordre à l'Élysée. Et davantage encore s'il était remplacé par un libéral du FPD.

Les attentes françaises envers le prochain gouvernement allemand ne se limitent pas à la gouvernance de la

zone euro mais couvrent aussi la défense et le défi migratoire, entre autres. À cet égard, les longues semaines — et sans doute mois — qui vont suivre les législatives du 24 septembre ouvrent une période décisive pour faire passer des idées tandis que les partis de la future coalition seront en train d'établir un accord détaillé de gouvernement pour les quatre prochaines années.

C'est pourquoi les élections allemandes sont aussi guetées de près à Bruxelles et depuis les autres capitales européennes. De fait, une fois ce scrutin majeur passé, l'horizon politique dans l'Union européenne sera dégagé et clarifié jusqu'aux élections européennes de mai-juin 2019. D'où le discours offensif de Jean-Claude Juncker pour son « état de l'Union », le 13 septembre à Strasbourg, dans lequel il a mis sur la table une série de propositions concrètes et audacieuses d'intégration européenne à mener pour ne pas laisser le dernier mot au Brexit.

Le président de la Commission européenne les lance avec d'autant plus de volonté qu'il s'agit de son dernier mandat, comme il l'a explicité, et donc des derniers mois utiles pour laisser sa trace dans la construction européenne. Si elle est reconduite, Angela Merkel, au pouvoir depuis 2005, pourrait se retrouver dans les mêmes dispositions. Ce qui serait son quatrième mandat serait considéré vraisemblablement comme son dernier. Ceci la laisse plus libre. La crise des dettes souveraines en zone euro l'avait trouvée prudente à l'égard de son électorat, acceptant des avancées considérées le plus souvent comme tardives et timides. Cette fois, elle pourrait vouloir se montrer plus audacieuse. Ses déclarations l'ont, à différentes reprises, laissé entendre, sans définir les contours d'un projet. Il ne faut pas que sa stabilité politique soit synonyme de *statu quo* mortel pour l'Europe. Pour faire l'Histoire, Angela Merkel doit faire l'Europe. Emmanuel Macron, lui, n'est qu'au début de son — premier ? — quinquennat mais il a été élu au terme d'une campagne farouchement pro-européenne et se montre impatient de marquer les esprits.

Des idées-force, un moment favorable pour les réaliser et des personnalités politiques pour les porter : les trois ingrédients qui, historiquement, ont toujours été nécessaires à des avancées européennes pourraient être de nouveau réunis si un attelage Juncker-Macron-Merkel se formait. À eux trois de le constituer au risque sinon qu'il ne tire pas à hue et à dia. Jean-Claude Juncker peut jouer un rôle-clé, comme Luxembourgeois, de faiseur de compromis franco-allemands.

AUDACE DOMESTIQUE

Malgré leur importance pour l'Europe, les élections allemandes restent bien sûr un enjeu, en premier lieu, pour le pays lui-même. Elles se déroulent dans une Allemagne en bonne santé économique et qui politiquement incarne une sorte de havre de stabilité dans un monde agité. Est-il pour autant réellement à l'abri de la montée des nationalismes ? Le score de l'AfD (Alternative für Deutschland « Alternative pour l'Allemagne »), servira d'indicateur. Ce parti d'extrême-droite avait enregistré des succès électoraux régionaux à la suite de l'arrivée en 2015 de 890 000 demandeurs d'asile puis d'attaques terroristes. L'arrêt des flux par la route des Balkans et, par ailleurs, les déboires internes à ce parti originellement anti-euro ont enrayé son ascension. Dernièrement, il est remonté dans les sondages d'intentions de vote, arrivant actuellement en troisième position derrière la CDU et le SPD. De quoi devenir la première force d'opposition en cas de grande coalition.

Cette situation et la formation d'une nouvelle grande-coalition seraient les signes d'un essoufflement de la vie démocratique allemande. Dans l'histoire de la République fédérale, le recours aux grandes coalitions doit être l'exception, non la règle. En tant que parti, le SPD gagnerait à se refaire une santé par une cure d'opposition plutôt que s'affaiblir dans l'ombre d'une populaire chancelière.

La santé macro-économique du pays n'empêche pas non plus d'en prévenir les maux. À l'ancienne division Est-Ouest apparaît une inégalité de développement entre le Nord et le Sud de l'Allemagne. Par ailleurs, les critiques internationales envers l'excédent colossal de la balance commerciale allemande n'ont fait que se durcir. Dans ces conditions, il reste à savoir si la prochaine législature sera celle de l'investissement et de la redistribution.

Cette dernière serait bienvenue alors que la situation sociale du pays est moins solide que le taux de chômage, descendu à 5,7% de la population active, le laisse paraître. Alors qu'Angela Merkel ambitionne le plein-emploi pour 2025, environ sept millions d'Allemands vivent de mini-jobs à 450 € par mois. La précarité touche aussi une partie des retraités, dont 11%, âgés de 65 à 74 ans — soit près d'un million de personnes — doivent travailler pour étoffer leur revenu. Dans un pays à la population vieillissante, Angela Merkel devra, ici aussi, faire montre d'audace pour faire l'Histoire.

Directeur de la publication : Sébastien Maillard • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • © Institut Jacques Delors